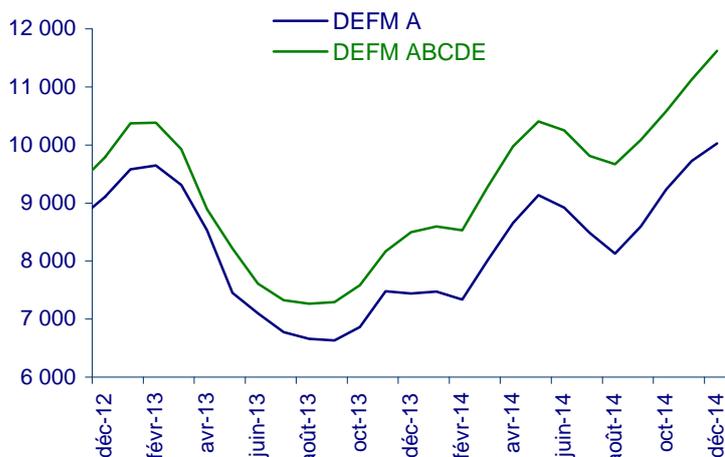


Direction Territoriale Pôle emploi MAYOTTE

DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS

en décembre 2014

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi
Catégories A et ABCDE
Série ajustée sur 3 mois glissants



Fin décembre 2014, à Mayotte, **10 231 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A** (en recherche active, disponible et sans emploi), soit une hausse de 2,2% par rapport à novembre 2014 et de 56,7% sur un an.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A est en hausse de 0,2% par rapport à fin novembre 2014 et de 5,4% sur un an.

Fin décembre 2014, **les demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C** (en recherche active, avec ou sans activité) **à Pôle emploi sont 10 863** soit une hausse de 2,1% par rapport à novembre 2014 et de 56,6% sur un an.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C est en hausse de 0,8% par rapport à fin novembre 2014 et de 6,1% sur un an.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

<i>Données brutes</i>	décembre 2013	novembre 2014	décembre 2014	Variation sur un mois	Variation sur un an
Mayotte					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	6 531	10 015	10 231	2,2%	56,7%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)*	407	624	632	1%	55%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	6 938	10 639	10 863	2,1%	56,6%
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)*	175	278	275	-1%	57%
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)*	535	705	736	4%	38%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	7 648	11 622	11 874	2,2%	55,3%
<i>Données CVS</i>	décembre 2013	novembre 2014	décembre 2014	Variation sur un mois	Variation sur un an
<i>Unités : niveaux en milliers, variations en %</i>					
France entière (CVS-CJO)					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 568,4	3 751,9	3 760,1	0,2%	5,4%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)*	1 634,9	1 726,7	1 761,1	2,0%	7,7%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	5 203,3	5 478,6	5 521,2	0,8%	6,1%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	5 890,4	6 172,5	6 211,7	0,6%	5,5%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE-Réunion

* Avertissement : du fait de la faiblesse des effectifs pour certaines catégories, les évolutions mensuelles peuvent être heurtées et doivent dès lors être interprétées avec prudence

Les données concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi.

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modification du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportement d'inscription des demandeurs d'emploi, mise en place du RSA (1^{er} juin 2009 pour la Métropole et au 1 janvier 2011 pour les DOM)....

L'ensemble des définitions figurent dans les encadrés 1 et 2, pages 8 à 10.

2.a - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

Catégorie A

Entre novembre et décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 4,3% pour les hommes, de 1,2% pour les femmes, de 2,8% pour les personnes âgées de 25 à 49 ans et de 6,4% pour les 50 ans ou plus. En revanche, il diminue chez les moins de 25 ans (-3,3%).

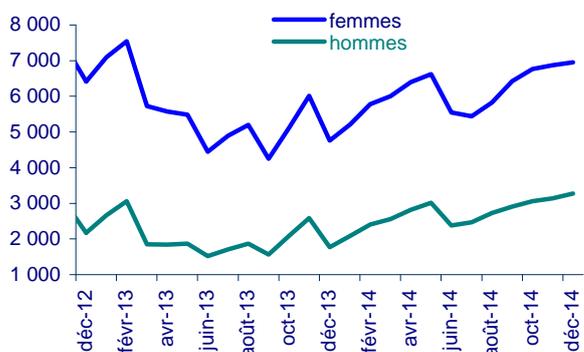
Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi est en forte hausse quelque soit le sexe et l'âge : +84,9% pour les hommes, +46,2% pour les femmes, +75% pour les moins de 25 ans, +53,3% pour la tranche d'âge 25 à 49 ans et 53% pour les séniors.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A

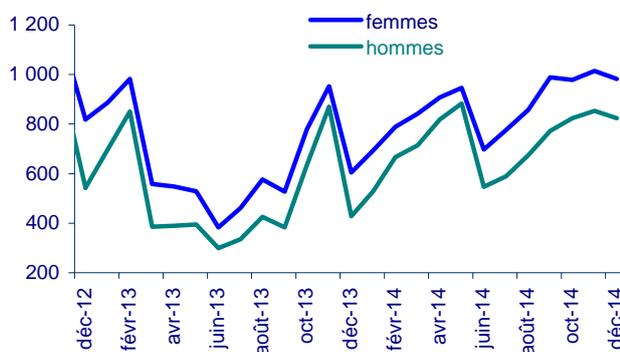
Données brutes	décembre 2013	novembre 2014	décembre 2014	Variation sur un mois	Variation sur un an
Mayotte					
Hommes	1 771	3 140	3 274	4,3%	84,9%
Femmes	4 760	6 875	6 957	1,2%	46,2%
Moins de 25 ans	1 032	1 868	1 806	-3,3%	75,0%
Entre 25 et 49 ans	4 508	6 722	6 909	2,8%	53,3%
50 ans et plus	991	1 425	1 516	6,4%	53,0%
Hommes de moins de 25 ans	428	853	824	-3,4%	92,5%
Hommes de 25 à 49 ans	1 080	1 857	1 973	6,2%	82,7%
Hommes de 50 ans et plus	263	430	477	10,9%	81,4%
Femmes de moins de 25 ans	604	1 015	982	-3,3%	62,6%
Femmes de 25 à 49 ans	3 428	4 865	4 936	1,5%	44,0%
Femmes de 50 ans et plus	728	995	1 039	4,4%	42,7%
Ensemble de la catégorie A	6 531	10 015	10 231	2,2%	56,7%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE-Réunion

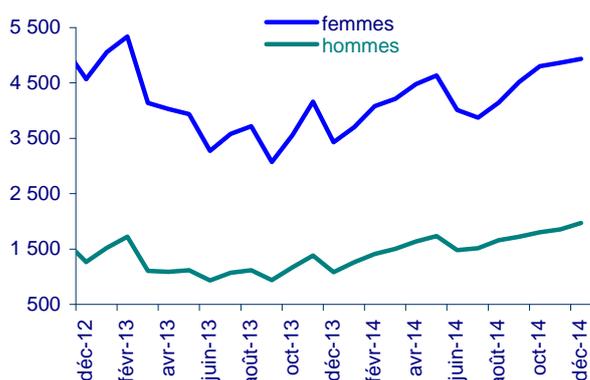
Par sexe



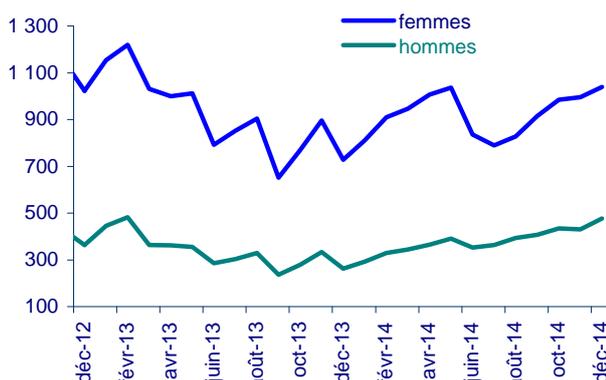
Moins de 25 ans



Entre 25 et 49 ans



50 ans et plus



2.b - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

Catégories A, B, C

Entre novembre et décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories ABC augmente de 3,8% pour les hommes, de 1,3% pour les femmes, de 2,8% pour les personnes âgées de 25 à 49 ans et de 5,2% pour les 50 ans ou plus. En revanche, il diminue chez les moins de 25 ans (-3%).

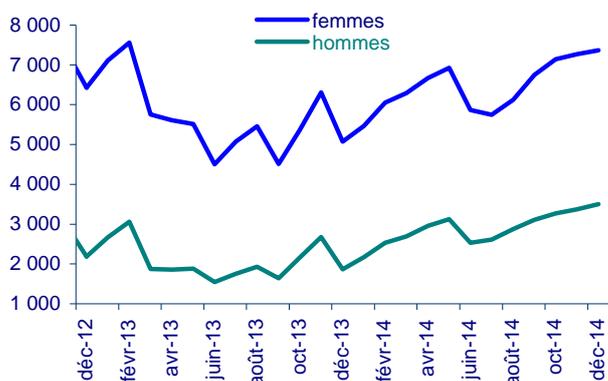
Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi est en forte hausse quelque soit le sexe et l'âge : +87,6% pour les hommes, +45,2% pour les femmes, +78,4% pour les moins de 25 ans, +52,9% pour la tranche d'âge 25 à 49 ans et 51,3% pour les séniors.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégories A, B, C

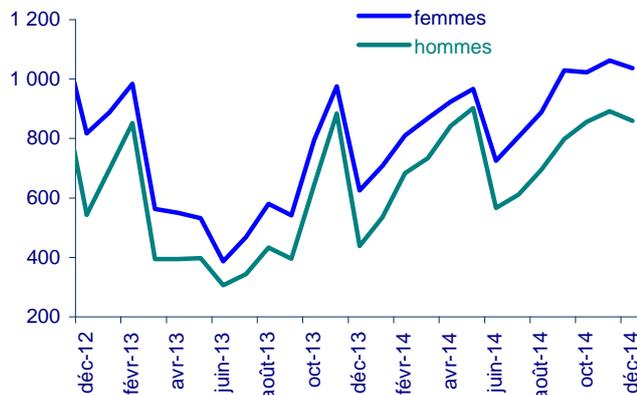
Données brutes	décembre 2013	novembre 2014	décembre 2014	Variation sur un mois	Variation sur un an
Mayotte					
Hommes	1 865	3 372	3 499	3,8%	87,6%
Femmes	5 073	7 267	7 364	1,3%	45,2%
Moins de 25 ans	1 063	1 954	1 896	-3,0%	78,4%
Entre 25 et 49 ans	4 830	7 182	7 386	2,8%	52,9%
50 ans et plus	1 045	1 503	1 581	5,2%	51,3%
Hommes de moins de 25 ans	438	892	859	-3,7%	96,1%
Hommes de 25 à 49 ans	1 154	2 021	2 137	5,7%	85,2%
Hommes de 50 ans et plus	273	459	503	9,6%	84,2%
Femmes de moins de 25 ans	625	1 062	1 037	-2,4%	65,9%
Femmes de 25 à 49 ans	3 676	5 161	5 249	1,7%	42,8%
Femmes de 50 ans et plus	772	1 044	1 078	3,3%	39,6%
Ensemble des catégories A, B, C	6 938	10 639	10 863	2,1%	56,6%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE-Réunion

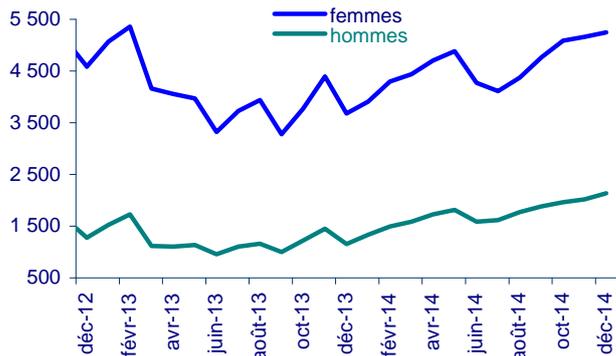
Par sexe



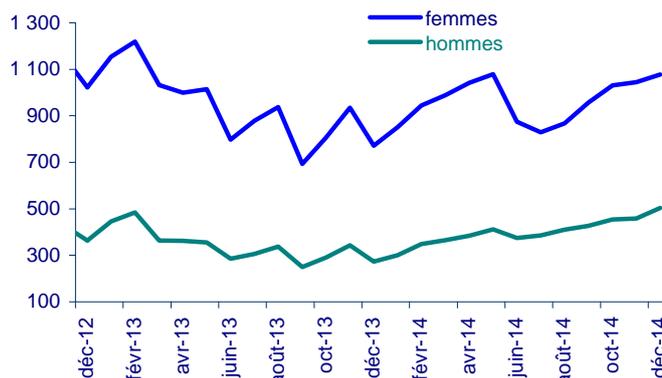
Moins de 25 ans



Entre 25 et 49 ans

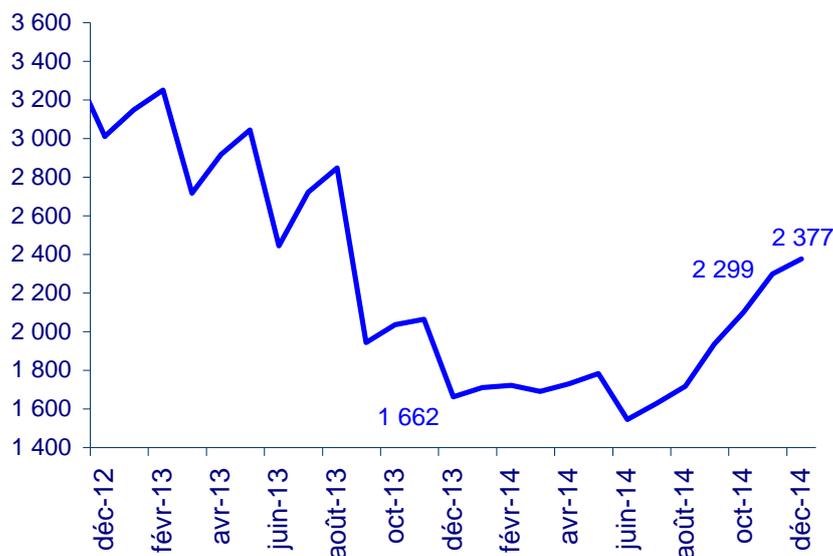


50 ans et plus



3 - ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION SUR LES LISTES DES DEMANDEURS D'EMPLOI

Demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (catégories A, B, C)



Fin décembre 2014, **2 377 demandeurs d'emploi** sont inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus. La part des demandeurs d'emploi de longue durée a diminué de 2,1 points en un an. Elle est de 21,9% à fin décembre 2014.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus, en catégories A, B, C est en hausse de 1,1% au cours de ce mois et de 9,3% sur un an.

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégories A, B, C

Données brutes	décembre 2013	novembre 2014	décembre 2014	Variation sur un mois	Variation sur un an
Mayotte					
Moins de 1 an	5 276	8 340	8 486	1,8%	60,8%
Un an ou plus	1 662	2 299	2 377	3,4%	43,0%
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (%)	24,0%	21,6%	21,9%	+ 0,3 pt	- 2,1 pt
Données CVS	décembre 2013	novembre 2014	décembre 2014	Variation sur un mois	Variation sur un an
<i>Pour mémoire :</i>		<i>Unités : niveaux en milliers, variations et parts en %</i>			
France entière (CVS-CJO)					
Demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus	2 212,1	2 389,7	2 417,1	1,1%	9,3%
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (%)	42,5%	43,6%	43,8%	+ 0,2 pt	+ 1,3 pt

Source : STMT - Pôle emploi / SEE-Réunion

4 - FLUX D'ENTRÉE ET DE SORTIE

En décembre 2014, **1 952 demandeurs d'emploi se sont inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C** soit une hausse de 1,5% par rapport au mois précédent et de 14% par rapport à décembre 2013.

Dans le même temps, on comptabilise **1 736 sorties** dans les fichiers de pôle emploi soit une hausse de 2% par rapport au mois précédent et une baisse de 54,1% par rapport à décembre 2013 (on comptabilise 2 091 cessations d'inscription pour défaut d'actualisation de moins qu'un an auparavant).

Entrées à Pôle emploi par motif (catégories A, B, C)

<i>Données brutes</i>	décembre 2013	décembre 2014	Répartition des motifs	Variation sur un an	cumul 2013	cumul 2014	Variation 2014/2013
Mayotte							
Fins de contrat à durée déterminée	77	217	11,1%	182%	930	1 840	98%
Fins de mission d'intérim	5	3	0,2%	-40%	56	49	-13%
Licenciements économiques	24	12	0,6%	-50%	191	207	8%
Autres licenciements	29	19	1,0%	-34%	217	249	15%
Démissions	21	15	0,8%	-29%	183	251	37%
Premières entrées	236	385	19,7%	63%	2 108	3 908	85%
Reprises d'activité	24	44	2,3%	83%	218	330	51%
Autres cas	1 296	1 257	64,4%	-3%	17 231	13 255	-23%
Ensemble	1 712	1 952	100%	14%	21 134	20 089	-5%
<i>Données CVS</i>	décembre 2013	novembre 2014	décembre 2014	Variation sur un mois	Variation sur un an		
<i>Pour mémoire :</i>							
France entière (CVS-CJO)	513,9	534,4	531,7	-0,5%	3,5%	<i>Unités : niveaux en milliers, variations en %</i>	

Source : STMT - Pôle emploi / SEE-Réunion

Sorties de Pôle emploi par motif (catégories A, B, C)

<i>Données brutes</i>	décembre 2013	décembre 2014	Répartition des motifs	Variation sur un an	cumul 2013	cumul 2014	Variation 2014/2013
Mayotte							
Reprises d'emploi déclarées	77	193	11,1%	151%	883	1 170	33%
Entrées en stage	34	53	3,1%	56%	596	495	-17%
Arrêts de recherche (maternité, maladie, retraite) :	15	19	1,1%	27%	115	215	87%
Cessations d'inscription pour défaut d'actualisation	3 280	1 089	62,7%	-67%	18 033	9 991	-45%
Radiations administratives	37	0	0,0%	-	94	198	111%
Autres cas	342	382	22,0%	12%	3 226	4 266	32%
Ensemble	3 785	1 736	100%	-54%	22 947	16 335	-29%
<i>Données CVS</i>	décembre 2013	novembre 2014	décembre 2014	Variation sur un mois	Variation sur un an		
<i>Pour mémoire :</i>							
France entière (CVS-CJO)	491,7	510,0	487,1	-4,5%	-0,9%	<i>Unités : niveaux en milliers, variations en %</i>	

Source : STMT - Pôle emploi / SEE-Réunion

5 - DEMANDEURS D'EMPLOI AYANT UN DROIT PAYABLE AU RSA

En décembre 2014, à Mayotte, **le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C et ayant un droit payable au Revenu de Solidarité Active (RSA) est de 2 214** soit 20,4% des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C en données brutes.

En décembre 2014, on compte **296 entrées** et **284 sorties** à Pôle emploi en catégories A, B, C de bénéficiaires ayant un droit payable au RSA.

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA inscrits en fin de mois à Pôle emploi

<i>Données brutes</i>	octobre 2014	novembre 2014	décembre 2014
Mayotte			
Catégorie A	2 119	2 107	2 108
Catégories A, B, C	2 209	2 206	2 214
Catégories A, B, C, D, E	2 445	2 453	2 494
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégorie A	21,6%	21,0%	20,6%
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	21,2%	20,7%	20,4%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE-Réunion

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA inscrits en fin de mois à Pôle emploi selon la composante de RSA*

<i>Données brutes</i>	octobre 2014	novembre 2014	décembre 2014
Mayotte			
Demandeurs d'emploi en catégorie A			
RSA socle seul	1 982	1 963	1 947
RSA socle et activité	44	46	46
RSA activité seul	93	98	115
Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C			
RSA socle seul	2 047	2 030	2 028
RSA socle et activité	46	49	49
RSA activité seul	116	127	137

Source : STMT - Pôle emploi / SEE-Réunion

* cf. encadré 1 pour une définition des composantes

Entrées et sorties à Pôle emploi des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA

<i>Données brutes</i>	octobre 2014	novembre 2014	décembre 2014
Mayotte			
Entrées			
Entrée des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA (ABC)	279	257	296
Entrée des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA TOTAL	321	318	379
Sorties			
Sorties des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA (ABC)	212	294	284
Sorties des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA TOTAL	244	341	349

Source : STMT - Pôle emploi / SEE-Réunion

Encadré 1 - Sources et définitions

Demands d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Dans les fichiers administratifs de Pôle emploi, huit catégories de demandeurs d'emploi sont utilisées (catégories 1 à 8). Ces catégories ont été définies par arrêté (arrêté du 5 février 1992 complété par l'arrêté du 5 mai 1995). Jusqu'au mois de février 2009, les publications étaient fondées sur ces catégories. Le tableau suivant présente la correspondance entre les catégories utilisées à des fins de publication statistique à partir de mars 2009 et les catégories administratives auxquelles Pôle emploi a recours dans sa gestion des demandeurs d'emploi :

Catégories statistiques	Catégories administratives
Catégorie A	Catégories 1, 2, 3 hors activité réduite
Catégorie B	Catégories 1, 2, 3 en activité réduite
Catégorie C	Catégories 6, 7, 8
Catégorie D	Catégorie 4
Catégorie E	Catégorie 5
Catégories A, B, C	Catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8

La situation réelle au regard de l'emploi des demandeurs d'emploi peut, dans certains cas, ne pas correspondre à la catégorie dans laquelle ils sont enregistrés : si cette correspondance est contrôlée pour les demandeurs d'emploi indemnisés, il n'en est pas de même des demandeurs d'emploi non indemnisés.

Les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi sont enregistrées pour l'ensemble A, B, C et non au niveau de chacune des catégories A, B ou C.

Ancienneté sur les listes de Pôle emploi

L'ancienneté d'inscription à la fin du mois m sur les listes d'un demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi mesure le nombre de jours qu'il a passé sur les listes (en catégories A, B, C). Cette notion se rapporte aux effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, et C.

Du fait du mode d'enregistrement des entrées et des sorties, il n'est pas possible de calculer l'ancienneté en catégorie A (respectivement B ou C) ou la durée passée sans discontinuité dans la catégorie A (respectivement B ou C).

De manière conventionnelle, un demandeur d'emploi qui est resté inscrit plus de 12 mois sur les listes de Pôle emploi (i.e. son ancienneté sur les listes est supérieure à 1 an) peut être qualifié de demandeur d'emploi de longue durée. S'il est inscrit depuis plus de 24 mois, il est considéré comme étant demandeur d'emploi de très longue durée.

Motifs d'entrée et de sortie des listes de Pôle emploi pour les catégories A, B, C

Les flux d'entrée et de sortie des listes sont présentés suivant différents motifs.

Parmi les motifs d'entrée :

- les premières entrées correspondent aux cas où la demande d'emploi est enregistrée alors que la personne se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive ;

Encadré 1 - Sources et définitions (suite)

- les radiations administratives peuvent intervenir lorsque le demandeur d'emploi ne répond pas à une convocation, lorsqu'il fait une fausse déclaration ou lorsqu'il refuse une offre d'emploi (le motif d'offre raisonnable d'emploi a été ajouté en octobre 2008), une formation, une visite médicale, un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, un contrat aidé, une action d'insertion. La suspension qui en découle peut aller de 15 jours à 12 mois suivant la cause ;
- les autres cas recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation.

Les motifs de sortie des listes de Pôle emploi sont mal connus dans les fichiers administratifs. En particulier, dans les statistiques publiées ici, les reprises d'emploi déclarées sous-estiment le nombre de reprises réelles d'emploi. En effet, chaque mois, de nombreux demandeurs d'emploi sortent des listes parce qu'ils n'ont pas actualisé leur situation mensuelle en fin de mois (ils sont alors enregistrés dans le motif « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ») ou à la suite d'une radiation administrative, par exemple pour non réponse à convocation. Or, une partie de ces demandeurs d'emploi a en fait retrouvé un emploi. L'enquête trimestrielle Sortants de Pôle emploi et de la Dares fournit une estimation de la part des sorties réelles pour reprise d'emploi.

Les offres d'emploi collectées à Pôle emploi

Pôle emploi collecte des offres d'emploi auprès des entreprises. Les offres collectées publiées ici sont classées suivant trois types :

- les offres d'emploi durable, pour des contrats de plus de six mois ;
- les offres d'emploi temporaire, pour des contrats compris entre un et six mois ;
- les offres d'emploi occasionnel, pour des contrats de moins d'un mois.

Les rapprochements entre les offres et les demandes d'emploi doivent être faits avec précaution dans la mesure où une partie des besoins de recrutement des entreprises ne donne pas lieu au dépôt d'une offre auprès de Pôle emploi et ce dans des proportions qui peuvent varier selon la qualification de l'emploi, le secteur d'activité ou la taille de l'entreprise.

Méthodologie de correction des variations saisonnières

La méthodologie adoptée pour corriger les séries publiées ici se décompose en deux étapes détaillées ci-après. Les estimations des coefficients de variations saisonnières sont réalisées sur la période allant de janvier 1996 à décembre 2009. Les coefficients saisonniers sont projetés sur l'ensemble de l'année 2010, de sorte que la campagne de traitement statistique des séries n'a lieu qu'une seule fois par an, au mois de février, quand toutes les données de l'année antérieure sont disponibles.

1^{ère} étape : correction des variations saisonnières

Les séries publiées ici sont marquées par des phénomènes récurrents, de type saisonniers, qui ne reflètent pas des mouvements de nature économique. Il est nécessaire d'en faire abstraction pour analyser les fluctuations purement conjoncturelles de ces séries : il faut raisonner sur des données corrigées des variations saisonnières (cvs).

Celles-ci permettent d'éliminer la composante saisonnière de chaque série pour ne garder que les composantes liées à la tendance (i.e. à l'évolution de long terme de la série), au cycle (i.e. aux fluctuations de court terme) et à certaines irrégularités (fluctuations résiduelles non périodiques). Pour les séries France et France Métropolitaine, la cvs est appliquée aux données préalablement corrigées des jours ouvrables.

2^{ème} étape : mise en cohérence des différentes ventilations

Les séries désaisonnalisées sont mises en cohérence, de sorte que la somme de séries désaisonnalisées soit égale à la série désaisonnalisée de la somme des séries brutes.

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au Revenu de solidarité active (RSA)

Le Revenu de solidarité active (RSA) est entré en vigueur le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine et sera généralisé au plus tard le 1^{er} janvier 2011 en Outre-mer. Il a pour objet « d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires » (loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008). Il remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI), l'Allocation de parent isolé (API) ainsi que les mécanismes d'intéressement liés à la reprise d'emploi.

Le RSA est une allocation destinée à porter les ressources du foyer au niveau d'un revenu garanti. Le revenu garanti est calculé pour chaque foyer en faisant la somme :

- d'un montant forfaitaire dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge et qui correspondait en juin 2009 au montant du RMI ou de l'API pour les parents isolés,
- de 62 % des revenus d'activité des membres du foyer, s'il y en a.

Un bénéficiaire du RSA est tenu « de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle » s'il remplit les conditions suivantes (article L.262-28) :

- les ressources de son foyer sont inférieures à un certain montant forfaitaire, dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge (460,09 €/mois pour un célibataire sans enfant) ;
- il est sans emploi ou ne tire de l'exercice de son activité professionnelle que des revenus inférieurs à 500 €(décret n°2009-404 du 15 avril 2009).

Pour un bénéficiaire du RSA majoré (i.e. une personne isolée assumant la charge d'un ou de plusieurs enfants ou étant enceinte), il est tenu compte des sujétions particulières auxquelles celui-ci est contraint, notamment en matière de garde d'enfants.

Un bénéficiaire du RSA tenu aux obligations précisées ci-dessus est orienté par le Conseil général :

- de façon prioritaire, lorsqu'il est disponible pour occuper un emploi, soit vers Pôle emploi soit, si le département décide d'y recourir, vers un autre organisme participant au service public de l'emploi (mission locale, PLIE, organisme privé de placement...);
- vers les autorités ou organismes compétents en matière d'insertion sociale lorsque des difficultés (de logement ou de santé notamment) font temporairement obstacle à son engagement dans une démarche de recherche d'emploi.

Encadré 1 - Sources et définitions (fin)

À compter de juillet 2010, sont repérés dans le système d'information statistique de Pôle emploi les demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA i.e. les bénéficiaires (allocataires ou conjoints) d'une allocation au titre du RSA. Entre juin 2009 et juin 2010, seuls étaient repérés dans les fichiers de Pôle emploi les demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA i.e. les personnes ayant un droit payable au RSA, les personnes ayant un droit au RSA suspendu pendant 4 mois maximum (notamment pour non respect des devoirs qui leur incombent, non renouvellement de déclaration trimestrielle de ressources, dépassement du seuil de ressources, ou parce que la demande est en cours de traitement). Parmi ces demandeurs d'emploi repérés comme ayant des droits ouverts au RSA, certains ne percevront pas le RSA. Les données relatives aux demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA ne seront plus publiées à partir de janvier 2011.

Quatre catégories d'indicateurs relatifs aux demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA sont publiées :

- les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi et ayant un droit payable au RSA ;
- les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois ayant un droit payable au RSA selon la composante de RSA. Il existe trois composantes de RSA : le RSA socle seul, le RSA socle et activité, le RSA activité seul. Le RSA socle seul bénéficie aux foyers qui n'ont pas de revenu d'activité, il est égal à un montant forfaitaire. Le RSA socle et activité bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Le RSA activité seul bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire. Cette nouvelle composante élargit le champ des bénéficiaires ;
- les entrées à Pôle emploi de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA ;
- les sorties de Pôle emploi de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA.

Le dénombrement des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA résulte d'un rapprochement entre les fichiers de Pôle emploi d'une part et ceux de la Cnaf et de la CCMSA d'autre part.

La mise en œuvre de la loi portant création du RSA à compter du 1^{er} juin 2009 est susceptible d'accroître sensiblement le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et, parmi ceux-ci, la part de ceux qui bénéficient d'une prestation de solidarité (RMI ou API avant le 1^{er} juin 2009 ; RSA après le 1^{er} juin ainsi que RMI et API à titre transitoire pour certains bénéficiaires). En effet, l'obligation d'orientation vers le service public de l'emploi des bénéficiaires du RSA disponibles pour occuper un emploi devrait conduire une proportion plus importante qu'auparavant de bénéficiaires de prestations de solidarité à s'inscrire à Pôle emploi. Par ailleurs, l'ouverture du RSA à des personnes auparavant non éligibles au RMI ou à l'API (salariés à faibles revenus ne bénéficiant pas ou plus de mesures d'intéressement) pourrait conduire certains demandeurs d'emploi (notamment en activité réduite) à se voir ouvrir des droits nouveaux au RSA.

Encadré 2 - Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : un concept différent du chômage au sens du BIT

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle du chômage au sens du BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Les données relatives aux demandeurs d'emploi sont issues des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. La répartition entre les diverses catégories A, B, ou C s'effectue sur la base de règles juridiques portant notamment sur l'obligation de faire des actes positifs de recherche d'emploi et d'être immédiatement disponible. L'exercice d'une activité réduite est autorisé.

Pour mémoire, un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui : 1) n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence, 2) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et 3) a cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee.

Alors que le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi peut être affecté par d'autres facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, mise en place du RSA (1^{er} juin 2009)...

L'Insee publie chaque trimestre les indicateurs de référence pour le chômage au sens du BIT à partir des résultats trimestriels de son enquête Emploi pour la France métropolitaine. Les dernières estimations de l'Insee sont disponibles sur son site Internet, à l'adresse suivante : <http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=14>